



Ras-le-bol des bas salaires ! C'est le moment de récupérer tout ce qu'on a perdu.

Tract édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

mars 2015

Depuis plusieurs mois, des salariés de nombreuses entreprises partout en France font grève pour obtenir de réelles augmentations de salaires. Ces grèves ont souvent comme point de départ les Négociations Annuelles Obligatoires parce que les salariés estiment avec raison que c'est en étant en grève qu'ils forceront les patrons à lâcher autre chose que les habituelles clopinettes présentées comme des « augmentations ». Ces grèves touchent des entreprises de toute sorte, de toute taille. Ce qui est nouveau depuis quinze jours c'est que les patrons cèdent de plus en plus souvent aux revendications, au moins partiellement. A Sanofi Sison il a fallu cinq semaines de grève pour que l'entreprise lâche 80 euros d'augmentation mensuelle. Les salariés publiaient chaque jour les dividendes empochés par les dirigeants du groupe... il y avait de quoi se motiver !

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

C'est plus que jamais le moment de faire grève pour les salaires car les patrons peuvent payer. Si on en doutait encore, il n'y a qu'à regarder les annonces des résultats cumulés des entreprises du CAC 40 pour 2014 : 64,4 milliards d'euros, avec une hausse de 37% ! Le trio de tête des heureux gagnants est formé par LVMH, Axa ET L'Oréal... les rois du luxe, de l'assurance et de la cosmétique aux quatre coins de la planète. Ces résultats vont permettre aux entreprises du CAC 40 de distribuer à nouveau 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Et pour les fonctionnaires aussi il faut des augmentations

Depuis 2010 et jusqu'à 2017 (au moins !) le point d'indice, qui détermine l'évolution des rémunérations des fonctionnaires est gelé. Les organisations syndicales, unanimes, estiment la baisse du pouvoir d'achat de près de 10 % depuis 2000. Une augmentation de 1 % de la valeur du point coûterait 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques, alors que le gouvernement veut économiser 50 milliards d'ici à 2017 afin de coller aux objectifs du « pacte de responsabilité » qui offre aux grands patrons sur un plateau d'argent des milliards d'euros de cadeaux fiscaux.

Patrons et gouvernement, même combat !

Il faut que les grèves sur les salaires se développent à l'échelle nationale. Salarié-e-s du privé, salarié-e-s du public, en s'y mettant tous ensemble on aurait davantage de poids pour faire céder tous ceux qui nous exploitent. Y en a marre de se serrer la ceinture alors que les profits s'envolent. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron, qui démantèle le droit du travail, est une provocation de plus pour encore mieux servir le patronat. Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée de grève interprofessionnelle, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. Le 9 avril doit nous permettre d'exprimer le ras-le-bol accumulé et être une première étape vers un mouvement d'ensemble.

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : correspondance@npa76.org
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

Après la manifestation du 29 janvier et la grève du 10 mars... à quand le prochain round ?

Le premier acte de la réforme ferroviaire passé, les suppressions de postes et restructurations continuent de plus belle. Et la bien discrète négociation sur la convention collective, où toutes nos conditions de travail seront remises sur la table, ne se conclura évidemment pas à notre avantage si nous n'intervenons pas. Il n'y a que le rapport de force que la direction et le gouvernement comprennent.

Alors on continue à mobiliser pour se défendre pied à pied dans nos chantiers et préparer le deuxième round contre la casse généralisée de nos conditions de travail qu'ils nous préparent. Le printemps approche... on peut ressortir les barbecues de la grève !

Attention, une loi Macron peut en cacher une autre

Après la loi Macron, le gouvernement veut faire passer au printemps une loi complémentaire encore pire. Il veut fusionner les différentes instances de représentation des syndicats, CE, DP, CHSCT en une seule, ce qui aboutirait à réduire de manière importante le nombre de délégués des syndicats, le nombre d'heures qu'ils ont pour fonctionner, liquider les droits de protection de la santé des travailleurs par les CHSCT et supprimer carrément toute représentation syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariés. Et il paraît que le gouvernement est de gauche.

Ils veulent nous assoiffer

Récemment, le Sénat a voté une loi qui voudrait remettre en place les coupures d'eau en cas de facture impayée. Cette pratique était interdite depuis 2013, mais revient par un amendement du sénateur UMP Christian Cambon, qui est aussi vice-

président du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif), un important distributeur d'eau. Conflit d'intérêt ? Apparemment, cela n'a gêné personne au sein du Sénat. Il a même été soutenu par Ségolène Royal.

Les trusts de l'eau cherchent à assoiffer les plus pauvres, alors que le maintien du service aux plus pauvres ne représente qu'une goutte d'eau dans leur chiffre d'affaires. L'accès à l'eau est un droit fondamental et vital !

Les nouveaux auxiliaires de police

La ZAD de Sivens a été finalement évacuée par la gendarmerie. Elle était occupée depuis des mois par des opposants à un projet de barrage destructeur pour l'environnement, qui ne profitera qu'aux plus grosses exploitations agricoles. Fin octobre, un jeune manifestant de 21 ans, Rémi Fraisse, avait été tué lors d'une charge de police.

Cette fois, la FNSEA, qui représente bien plus les gros agriculteurs que les petits, avait déployé des gros bras qui intimidaient les manifestants et organisaient le blocus de la zone occupée. Ces apprentis miliciens n'hésitaient pas à donner de la batte de base-ball et à reprendre les slogans du FN.

La police n'y a rien vu de répréhensible, et en a même profité pour évacuer les « anti-barrages » en prétendant les protéger des agriculteurs !

**La Grèce face à la Dette
et à l'Europe
Solidarité avec le peuple grec !**

Réunion publique
avec **Pascal Franchet** CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde)

jeudi 19 mars à 20h
Maison des Associations et de la Solidarité

22 rue Dumont d'Urville – **Rouen**
à l'appel de : ATTAC – CADTM – Solidaires
– FSU – Ensemble - NPA